



## **Motion du Conseil d'Administration de la FHF L'appel à un plan Macron pour sauver l'hôpital**

*Paris, le 13 novembre 2019*

La santé est devenu le sujet de préoccupation prioritaire des Français. L'hôpital assume ses missions de service public pour tous les patients. Il est au cœur de notre pacte social, aujourd'hui fortement en danger. Il est porteur de valeurs et créateur de richesses. La communauté hospitalière est en permanence mobilisée pour faire vivre 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, un des piliers de notre République.

Aujourd'hui, l'hôpital ne tient plus qu'à un fil.

A un moment charnière pour les hôpitaux, qui connaissent des tensions graves et inédites (budgétaires, sociales, médicales...), le Conseil d'Administration de la FHF, composé d'élus, de médecins, de représentants des usagers et de directeurs, souhaite, solennellement et à l'unanimité, interpeller le Président de la République pour que soit réaffirmée la place de l'hôpital dans le système de santé.

Pour nous, des mesures d'urgence s'imposent pour garantir aux citoyens une offre de santé pérenne, sécurisée et de qualité. Ces mesures permettront aussi de redonner confiance aux hospitaliers, du sens à leur engagement et de faire revivre un projet collectif aujourd'hui fortement altéré.

Les arbitrages budgétaires envisagés par les pouvoirs publics pour l'année 2020 mettent en péril l'hôpital. Par ailleurs, le plan « Ma Santé 2022 » ne pourra se faire ni dans la pénurie, ni se résumer à des actions de communication.

La contradiction entre les annonces politiques d'Emmanuel Macron en septembre 2018 et les décisions budgétaires génère une incompréhension immense. Aider l'hôpital public, ce n'est pas un coût, c'est un investissement au service de notre pacte social et républicain.

Le sous-financement répété des établissements depuis plus de 10 ans alimente le désenchantement, l'exaspération, voire la souffrance des professionnels de santé et des usagers. Il est urgent qu'aujourd'hui le Président de la République et le gouvernement entendent enfin les hospitaliers.

Sur proposition de Frédéric VALLETOUX, Président, le Conseil d'administration de la Fédération Hospitalière de France, avec ses 1 000 hôpitaux et 3 800 établissements sociaux et médico-sociaux, exige donc des mesures concrètes, réalistes et immédiates :

- 1. Redonner de l'oxygène aux établissements publics de santé et médico-sociaux avec une hausse significative de l'enveloppe financière allouée en 2020**
- 2. Créer un choc d'attractivité pour les personnels des hôpitaux et des EHPAD publics** en valorisant financièrement l'engagement des professionnels et leur investissement dans les missions de service public. Les écarts de rémunérations et de contraintes des professionnels, entre le privé lucratif et le public, ne sont plus tenables. Il y a urgence, tant des pans entiers d'activité à l'hôpital public se trouvent menacés, faute de médecins et d'infirmiers.
- 3. Relancer l'investissement des hôpitaux et EHPAD publics**, après des années de cure d'austérité, pour le renouvellement des équipements courants, mais aussi pour permettre la médecine, chirurgie et psychiatrie de demain
- 4. S'attaquer réellement à la pertinence** : 30% des dépenses de l'Assurance maladie ne sont pas pertinentes. Les réduire de 1% par an permettrait de dégager 2 milliards d'euros, que nous demandons prioritairement pour l'investissement

L'hôpital ne peut plus attendre. Nous demandons au Président de la République un engagement ferme et immédiat à mettre en œuvre ces quatre mesures d'urgence. Il s'agit de propositions responsables, équilibrées et réalistes, avec des effets concrets pour les professionnels de santé, les hôpitaux et la qualité des soins due aux patients. Valoriser l'hôpital au bénéfice de tous est un choix politique et sociétal. Ce choix est désormais vital.